CEREMONIE DE LANCEMENT DU PROJET DE LUTTE CONTRE LE RACKET ET LES TRACASSERIES ROUTIERES

DISCOURS DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Abidjan, le 21 décembre 2009

- Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale ;
- Monsieur le Président du Conseil Economique et Social ;
- Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement,
- Monsieur le Directeur des Opérations de la Banque mondiale ;
- Messieurs les représentants du secteur privé ;
- Mesdames et Messieurs les Directeurs Généraux et Centraux de l'Administration Publique ;
- Mesdames et Messieurs Membres du Comité Technique du Contrôle de la Fluidité Routière ;
- Mesdames et Messieurs les Représentants de la Société Civile ;
- Chers amis de la presse,
- Honorables invités,
- Mesdames et Messieurs ;

A l'occasion de cette cérémonie de lancement solennel de la phase pilote du projet de lutte contre le racket et les tracasseries routières, j'ai le plaisir de vous adresser mes vives et chaleureuses salutations.

Je voudrais saisir cette opportunité pour m'honorer de la présence des Présidents d'Institutions et de nombreux membres du Gouvernement, traduisant ainsi l'importance du sujet et ses enjeux nationaux.

Je voudrais également adresser mes sincères remerciements à la Banque Mondiale, qui, en nous accompagnant dans ce projet, démontre encore une fois, sa pleine adhésion aux différents chantiers ouverts par le Gouvernement et le soutien indéniable qu'il accorde aux secteurs d'activités de la vie économique nationale.

Je ne pourrais terminer ses salutations sans faire une adresse spéciale à l'ensemble des invités, notamment la presse, pour l'intérêt qu'ils accordent

à la présente rencontre, qui intervient, au moment où nous commençons une nouvelle année, pleine d'espoir.

Aussi, me plaît-il de présenter mes vœux de santé, de paix, de réussite individuelle et collective à tous.

Pour notre pays qui sort irréversiblement de la crise sociopolitique, que 2010 soit l'année de la consolidation de la coopération et du renouveau économique, matérialisé, notamment par le début d'un cycle de croissance soutenue et durable, ainsi que l'émergence d'une économie moderne, dynamique et diversifiée.

Honorables invités, Mesdames et Messieurs,

L'importance de cette cérémonie n'est plus à démontrer, en ce qu'elle s'inscrit dans la dynamique de création de conditions de la relance économique post conflit et de la lutte contre la cherté de la vie, entamée par le Gouvernement en 2008.

En effet, le Comité interministériel de lutte contre la cherté de la vie avait, en 2008, perçu au terme de ses analyses, que le racket et les différentes formes de tracasseries routières, constituaient des sources de surcoûts indirects, qui alourdissent les charges d'exploitation des entreprises, jouent négativement sur les circuits de distribution et renchérissent les prix des denrées sur les marchés.

A cet égard, ce fléau fait peser sur l'économie nationale et la société ivoirienne, les conséquences que sont, notamment :

- la perte de compétitivité des entreprises nationales ;
- la non matérialité de la libre circulation des personnes et des biens ;
- les détournements de flux commerciaux ;
- la désorganisation des circuits de distribution ;
- la hausse des prix à la consommation ;
- les pertes de recettes de l'Etat ;

- l'exacerbation des tensions sociales.

Les enjeux du problème, notamment en terme de perte économique et sociale, ainsi appréhendés par le Gouvernement, ont été confirmés par la Banque Mondiale, qui, à travers une étude en 2008, a établi que le racket fait perdre à l'Etat, des recettes estimées entre 95 et 150 milliards de FCFA par an, soit près de 35% à 55,3% des dépenses d'investissements.

Il était donc indispensable, au moment où nous sommes dans la phase charnière de sortie de crise et de relance économique post conflit, que le Gouvernement prenne des dispositions, pour inscrire dans la durée, ses initiatives en matière de lutte contre ce fléau.

A ce niveau, je voudrais saluer l'engagement des plus hautes autorités des Forces de Défense et de Sécurité, notamment le Chef d'Etat Major des Armées.

Mesdames et Messieurs,

La lutte contre le racket et les tracasseries routières nécessite d'importants efforts de sensibilisation, de formation et de répression, à la fois à l'endroit des forces de Défense et de Sécurité, des populations que des opérateurs économiques.

Ces actions d'information, de sensibilisation, de formation, d'arbitrage et de répression exigent des moyens financiers et logistiques conséquents.

Il est donc heureux que nos partenaires s'associent à cet ambitieux projet du Comité Technique de Contrôle de la Fluidité Routière (CTCFR), à travers la mise à disposition d'un financement de cent mille (100 000) dollars US soit environ cinquante millions de FCFA (50 000 000 F CFA).

A cet égard, permettez-moi d'exprimer à la Banque Mondiale et en

particulier à mon ami et frère MADANI TALL, la profonde gratitude du Gouvernement et mes remerciements personnels pour sa grande sollicitude envers la Côte d'Ivoire.

En acceptant de nous accompagner une fois de plus, dans ce nouveau projet, vous aidez la Côte d'Ivoire à faire de la Bonne Gouvernance un pilier de développement et contribuer significativement à la mise en place des conditions d'une relance économique soutenue.

Cette première phase permettra de tester la stratégie de lutte mise en place, déceler les insuffisances, les corriger et capitaliser pour la dupliquer sur l'ensemble du territoire dans le cadre du projet national de lutte contre le racket.

Au Comité Technique de Contrôle de la Fluidité Routière (CTCFR), je voudrais vous adresser tous mes encouragements et le soutien du Gouvernement, afin que vous puissiez vous investir et réussir pleinement ce projet.

C'est sur ces mots que je voudrais clore mon propos, en réitérant à tous mes sincères remerciements.

Merci de votre aimable attention.

DIBY KOFFI Charles